

Immigration: enquête dans le piège grec

La frontière gréco-turque est aujourd'hui la principale porte d'entrée vers l'Union européenne. Comme le montre une enquête de deux mois sur le terrain, la Grèce est pourtant un cul-de-sac pour l'immense majorité de ceux qui tentent leur chance par ce chemin

En déminant leur frontière commune, il y a trois ans, la Grèce et la Turquie ne s'attendaient sans doute pas à cela. En 2012, la bande de terre d'une dizaine de kilomètres qui sépare les deux pays au niveau de la ville turque d'Edirne (le reste des 180 km de frontière suivant le cours du fleuve Evros) est en effet devenue le principal point d'entrée vers l'Union européenne. Selon l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex), 40% de l'immigration dite clandestine emprunterait aujourd'hui ce chemin. C'est pourtant le plus souvent une voie sans issue. Comme le montre l'enquête de deux mois menée sur le terrain par Cristina Del Biaggio, assistante au Département géographie et environnement (Faculté des sciences économiques et sociales) et le photjournaliste Alberto Campi, il est aujourd'hui beaucoup plus facile d'entrer en Grèce que d'en sortir.

La Turquie n'exigeant pas de visa d'entrée pour les ressortissants de pays musulmans, c'est vers Istanbul que convergent ceux qui rêvent de franchir les portes de l'espace communautaire. Venus principalement d'Afghanistan, du Pakistan ou du Bangladesh, ils trouvent dans la capitale turque, et plus précisément dans le quartier de Kumkapi, les «agents» qui vont organiser le passage de la frontière.

COLONNES DE FANTÔMES

«Comme le confirment de nombreuses observations scientifiques, le système est fortement organisé, relève Cristina Del Biaggio. Outre les passeurs, on trouve à Kumkapi une foule de petits hôtels bon marché qui permettent aux migrants de loger une nuit ou deux dans l'attente du départ. Mais de plus en plus souvent, ils sont pris en charge dès leur sortie de l'avion pour être répartis dans les villages qui longent la frontière.»

Le passage en Grèce se fait généralement dès la nuit suivante. Le plus souvent à pied, en

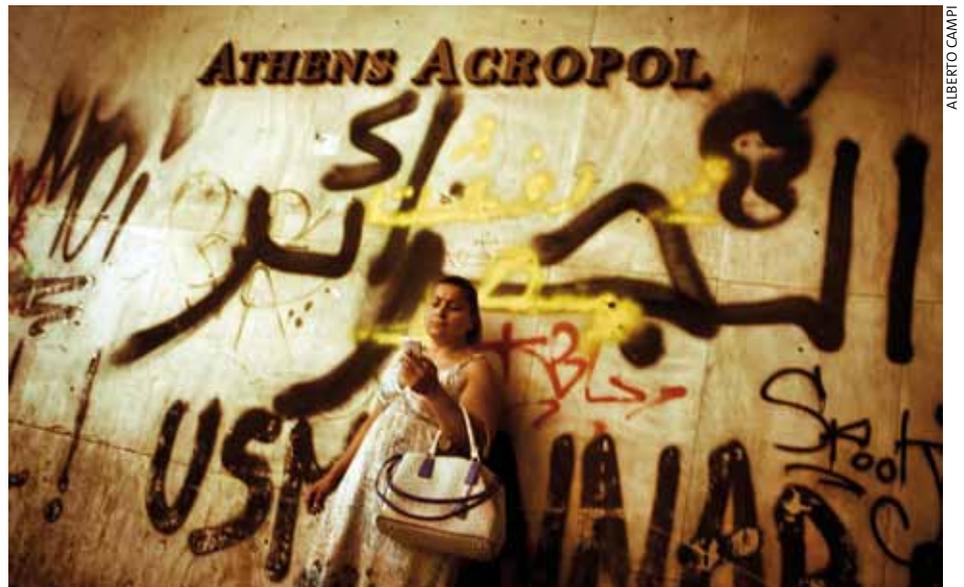
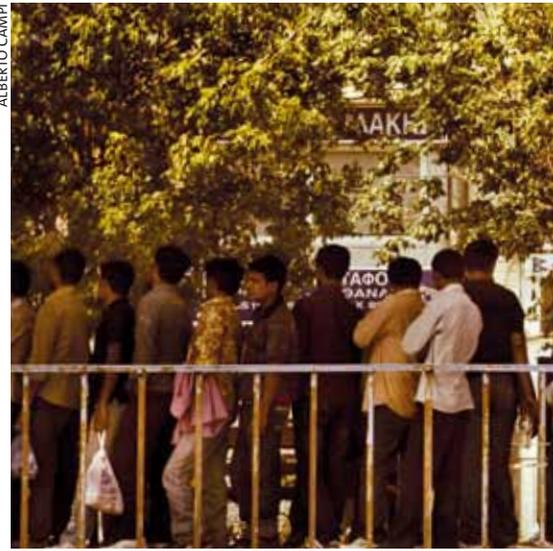
franchissant le pont d'Edirne qui est entièrement en zone turque, puis en passant à travers des champs cultivés. «Chaque jour, au petit matin, plusieurs dizaines de personnes traversent les villes et villages situés le long du fleuve comme des colonnes de fantômes», témoigne la chercheuse. Sur le territoire grec, les migrants sont attendus par des forces considérables. Environ 600 agents de police et un nombre inconnu de militaires, auxquels s'ajoutent, près de 200 gardes-frontière dépêchés par l'UE, couvrent en effet le périmètre. Officiellement leur mission consiste à intercepter le plus rapidement possible les migrants. Pourtant, près de 300 personnes traversent quotidiennement les mailles du filet.

«Tout comme le mur anti-immigration que le gouvernement est en train de bâtir sur place (pour un coût de 3 millions d'euros), ce déploiement de

forces est surtout un moyen de rassurer la population locale, commente Cristina Del Biaggio. Il s'agit d'abord de donner aux électeurs l'impression que les autorités se préoccupent du problème. Car, dans les faits, tous les migrants que nous avons rencontrés sur la frontière avaient la même priorité: trouver le poste de police le plus proche.»

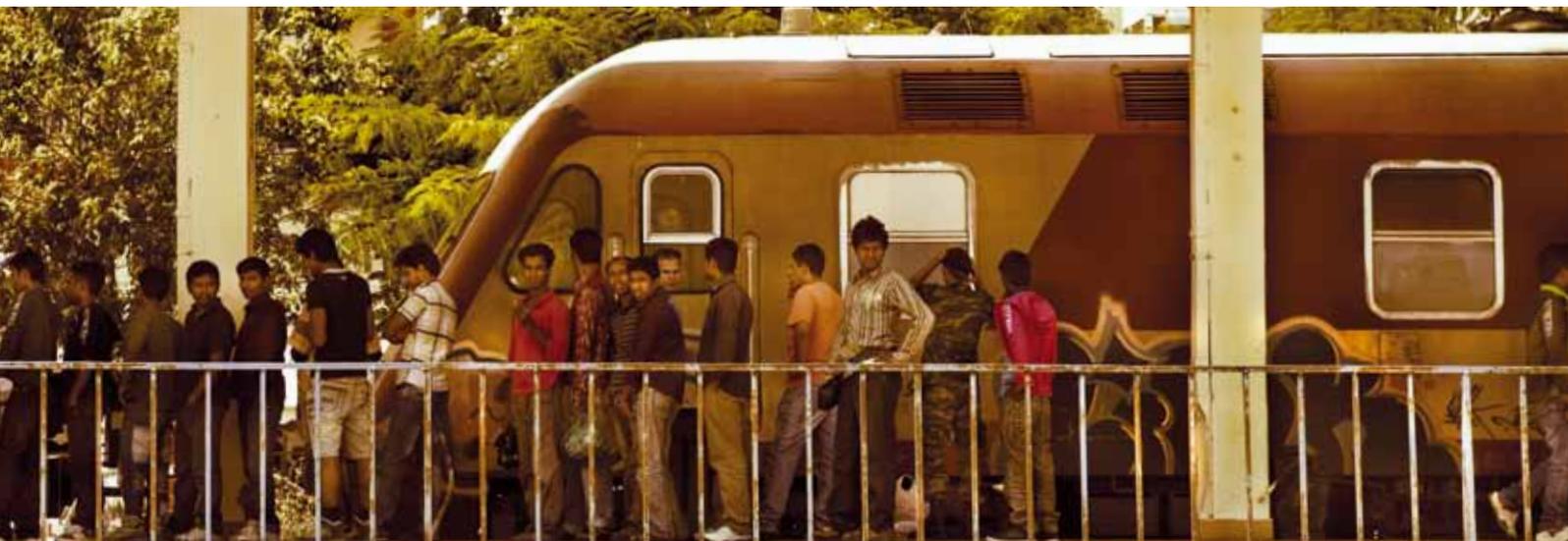
La raison de cet empressement tient à un malentendu. Dans le cadre des accords de Dublin II, tout clandestin interpellé par les autorités est enregistré dans la base de données Eurodac, située à Lyon. Il se voit ensuite remettre un document lui intimant de quitter le pays dans les trente jours. Or, mal informés, de nombreux candidats à l'immigration sont convaincus que ce *white paper* est un permis de séjour qui leur offre un délai d'un mois pour organiser la suite de leur périple sans avoir à redouter les forces de l'ordre.

ALBERTO CAMPI



ALBERTO CAMPI

Le quartier de la place Omonia, à Athènes, est le cœur du trafic de faux papiers. Un territoire que migrants et néo-nazis se disputent en couvrant les murs de graffitis (juillet 2012).



Migrants devant la billetterie de la gare d'Alexandroupoli où s'achète le billet pour Athènes (juillet 2012).

Pour parcourir rapidement le millier de kilomètres qui sépare la région de l'Évros d'Athènes, étape suivante pour l'immense majorité des migrants, deux solutions sont possibles: le bus ou le train. Dans le premier cas, le voyage s'effectue dans des véhicules qui partent directement du centre de détention de Fylakio. Coût de l'opération: environ 70 euros par personne.

S'ils prennent le train, les migrants sont systématiquement rangés à l'arrière des convois, tandis que les Grecs sont dirigés par le contrôleur vers l'avant. «*Cette forme d'apartheid est une des choses qui nous a le plus choqués durant cette enquête, explique Cristina Del Biaggio. Pour moi, ce genre de scène était inconcevable au sein de l'Union européenne. Et ça l'est encore moins depuis que l'UE a reçu le Prix Nobel de la paix.*»

CLIMAT DE TERREUR

Malgré cette entrée en matière plutôt rude, l'heure est encore généralement à l'espoir du côté des migrants qui s'imaginent être bientôt arrivés au bout de leurs peines. «*Je me souviens notamment d'une famille afghane rencontrée dans le train entre Orestiada et Athènes, raconte Cristina Del Biaggio. La grand-mère portait sur elle ses plus beaux bijoux pour entrer dans cette nouvelle vie avec toute sa dignité, tandis qu'une des jeunes filles avait enfilé des chaussures à talons aiguilles bleues qu'elle avait transportées dans son sac durant tout le trajet pour ne pas les abîmer. Ce genre de petits détails montrent à la fois quelles familles peuvent se permettre d'entreprendre une telle expédition et les énormes attentes que ce voyage suscite chez elles.*»

La partie est pourtant encore loin d'être gagnée. Aux difficultés matérielles (trouver un logement temporaire, se nourrir), s'ajoute en effet un climat devenu délétère dans la capitale grecque. «*Cette fois, on n'est plus seulement dans le registre de la violence psychologique, explique Cristina Del Biaggio. Les risques deviennent phy-*

siques, avec parfois des homicides à la clé. En août dernier, un jeune Irakien de 19 ans a ainsi été tué par cinq motards dans le centre d'Athènes, tandis que le procès de trois activistes accusés d'avoir poignardé un jeune Afghane est en cours.»

Depuis la montée en puissance du parti néonazi, les membres de l'Aube Dorée se sont en effet organisés en escadrons sillonnant la ville à moto et créant un véritable climat de terreur. Menaces, insultes, crachats et voies de fait sont ainsi devenus monnaie courante. Au sein des migrants, la peur est telle qu'ils sont nombreux à éviter certains quartiers, tandis que d'autres préfèrent quitter leur abri de fortune durant la nuit pour éviter d'être surpris dans leur sommeil.

La police ferme les yeux, quand elle ne participe pas à la curée. «*Il y a une collusion évidente entre les forces de l'ordre et le parti néonazi, explique la chercheuse. Selon les chiffres cités par une journaliste britannique, quelque 50% des policiers auraient voté pour le parti xénophobe aux dernières élections.*» Il est toutefois difficile d'obtenir des données exactes concernant le nombre d'agressions dont sont victimes les migrants notamment puisque depuis 2010, la loi grecque exige le paiement de 100 euros pour tout dépôt de plainte.

Dans un tel contexte, tous souhaiteraient quitter la Grèce dans les plus brefs délais. La chose est cependant de plus en plus ardue. Même si le marché des faux papiers est florissant à Athènes (les informations récoltées par Cristina Del Biaggio font état de tarifs variant entre 500 euros pour le bas de gamme et 3000 euros pour un forfait permettant de tenter sa chance autant de fois que nécessaire), la voie

des airs reste chère et très aléatoire, notamment à cause du renforcement des contrôles dans les aéroports.

«TASER» ET MORSURES DE CHIENS

Gagner l'Italie par la mer, via les ports de Patras ou d'Igoumenitsa, relève également de la gageure depuis que les installations ont été réaménagées afin de permettre une meilleure surveillance. Outre les risques liés au transport proprement dit – certains clandestins ont été retrouvés sans vie après avoir tenté

leur chance dans des camions frigorifiques – il faut en effet éviter de tomber dans les mains de ceux que les migrants surnomment le «commando». «*Il s'agit de gardes portuaires dont les méthodes défient l'entendement, explique Cristina Del Biaggio. De nombreux témoignages font état de passages à tabac, de l'utilisation de «tasers» qui laissent les victimes inconscientes durant plusieurs heures ou encore de morsures de chiens.*»

Face à une telle adversité, certains préféreraient jusqu'ici renoncer et rebrousser chemin vers la Turquie. Depuis quelques mois cependant, cette solution devient, elle aussi, de plus en plus inaccessible. La faute à une surveillance renforcée et à une hausse du coût du trajet, estimé à 2500 euros actuellement. «*En ce moment, la seule porte de sortie possible pour les migrants piégés en Grèce est celle des Balkans, conclut Cristina Del Biaggio. Mais c'est un chemin long, coûteux et périlleux. Avec le risque, à chaque frontière, de se voir emprisonné dans un centre de détention avant d'être renvoyé en Grèce, soit à la case départ.*» ■

Vincent Monnet

